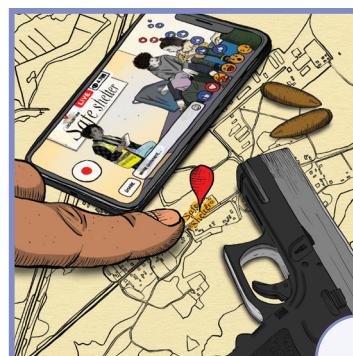
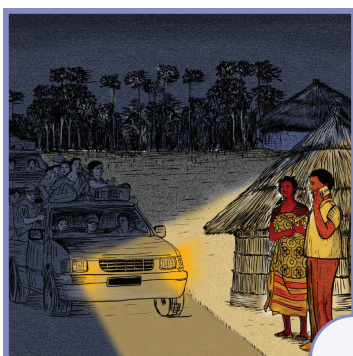
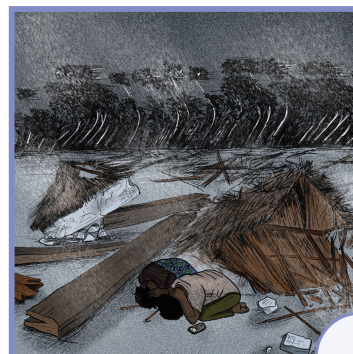
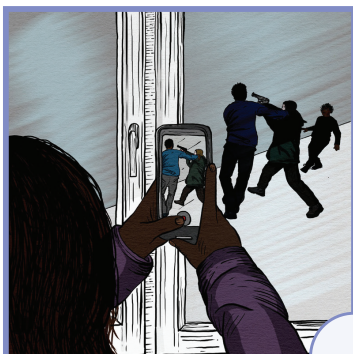


Module 4

Réduire les préjudices : un guide pour les médias et les journalistes en situation d'urgence



L'information peut sauver des vies:

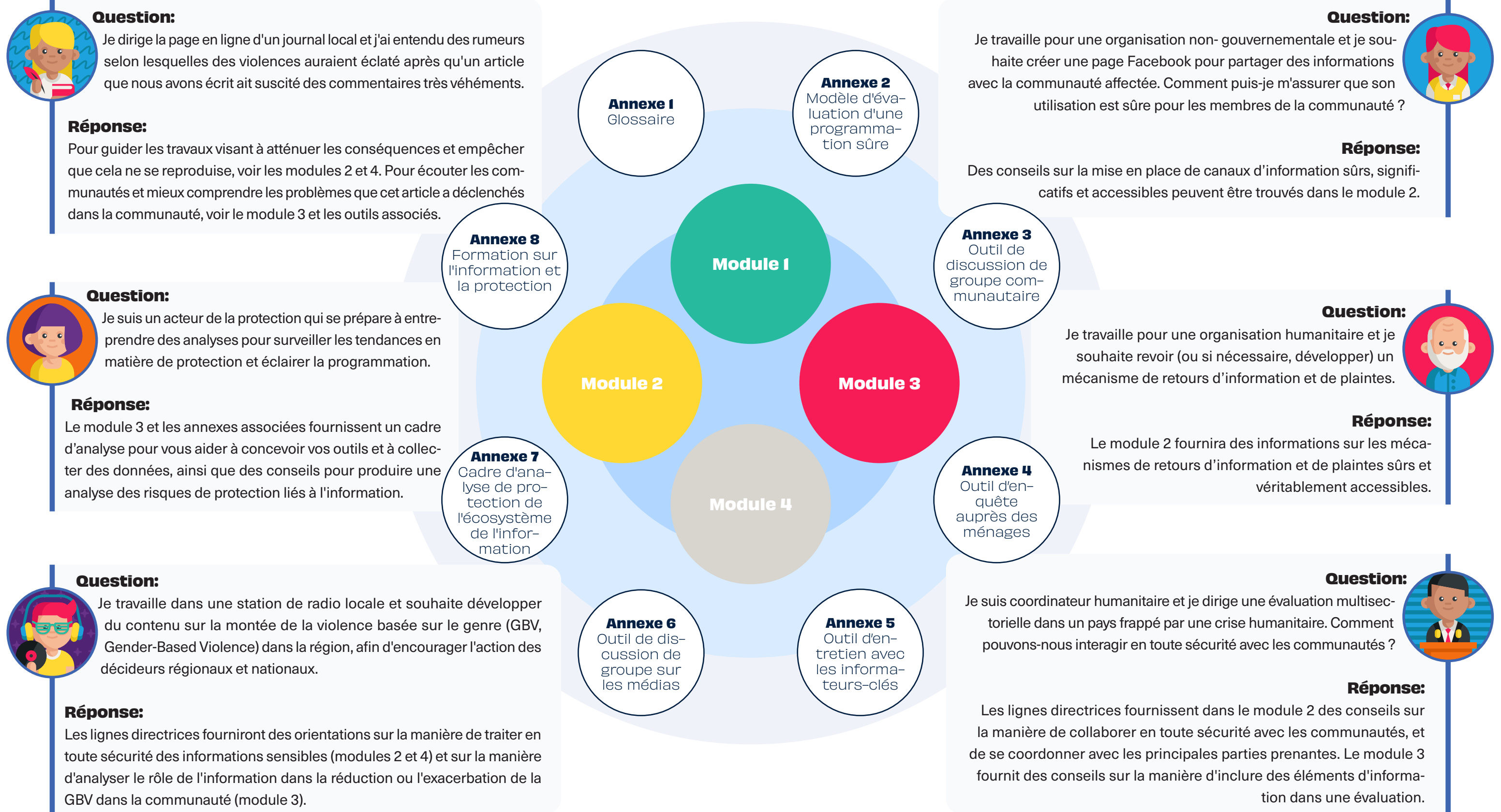
- 1 Une femme journaliste filme une attaque contre son quartier pour documenter les violences.
- 2 Un média partage publiquement une publication sur les réseaux sociaux promouvant un refuge pour femmes et enfants.
- 3 Sur la base d'informations reçues d'une source de confiance, une famille décide de rester dans une zone sujette aux catastrophes.

L'information peut mettre en danger:

- 4 Filmer des événements pour créer des informations peut conduire à ce que le journaliste soit pris pour cible.
- 5 Si sa maîtrise numérique est faible, le média peut révéler par inadvertance l'emplacement du refuge à des auteurs de violences, et mettre ainsi en danger les femmes et les enfants qui y vivent.
- 6 Sur la base d'informations provenant d'une source de confiance mais au final peu fiable, une famille peut choisir de rester dans une zone dangereuse malgré les avertissements d'urgence officiels.

Carte des lignes directrices : Comment utiliser les modules et annexes

Information et risques : une approche de protection des écosystèmes d'information ?



Remerciements

Ces lignes directrices ont été rendues possibles grâce au généreux soutien du Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Internews souhaite exprimer sa gratitude à tous ceux qui ont contribué aux lignes directrices « Information et risques : une approche de protection des écosystèmes d'information ».

Équipe de développement et de rédaction des lignes directrices d'Internews : Stijn Aelbers, Emily Cowlrick, Floriane Echegut, Lea Krivchenia, Haley McCoin, Irene Scott.

Groupe consultatif du projet et pairs évaluateurs : Nadia Akmoun (IOM), Raphael Bacot (REACH), Adrienne Brooks (Mercy Corps), Stuart Campo (OCHA), Victoria Dangond Peralta (Internews), Marina Di Lauro (Oxfam), Katie Drew (GPC), Marie Dozin (GPC), Tiffany Easthom (Nonviolence Peaceforce), Giovanna Federici (NRC), Andre Heller (IRC), Séverine Lacroix (IOM), Anahi Iacucci (HCR), Francesco Michele (GPC), Briana Orr (IRC), Nathaniel Raymond (Université de Yale), Joelle Rizk (CICR), Fausto Spiga (REACH), Mark Silverman (CICR), Kathrine Starup (RDC), Craig Twitt (Internews), John Warnes (HCR).

Conception et illustrations : Corneliu Comendant, Emily Cowlrick, Floriane Echegut, Julia Huang, Ganaëlle Tilly

Ces ressources ont été créées dans le cadre du projet [Community Voices for Better Protection \(CVBP\)](#). Ce projet vise à comprendre les risques associés à l'information dans des contextes humanitaires du point de vue des acteurs humanitaires sur le terrain, des agences spécialisées en protection, des médias et autres fournisseurs d'informations. Se fondant sur des travaux de terrain menés en 2022-2023 dans trois endroits – Irak, Mali et Philippines –, ces ressources visent à combler les lacunes dans la compréhension et la réponse aux risques et aux informations.

Pour tout commentaire ou suggestion concernant l'amélioration de ces directives, veuillez contacter l'équipe humanitaire d'Internews via info@internews.org

© Internews octobre 2023. Cette publication est protégée par le droit d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Les titulaires des droits d'auteur demandent que toute utilisation de ce type soit enregistrée auprès d'eux à des fins d'évaluation d'impact. Pour toute copie dans d'autres circonstances, ou pour réutilisation dans d'autres publications, ou pour traduction ou adaptation, une autorisation doit être obtenue. Les informations contenues dans cette publication sont correctes au moment de la publication.



Module 4 contents

Introduction	5
À qui s'adresse ce manuel ?	6
Pourquoi avons-nous créé ce manuel ?.....	6
Quels sont les risques de protection ?	7
Quels sont les risques liés à l'information ?.....	9
Médias sûrs et responsables : comment nos pratiques peuvent-elles protéger le public ?	13
Violations de la vie privée.....	14
Interviewer des survivants d'un traumatisme.....	17
Reportage sur les enfants.....	18
Contribuer aux préjugés, à la division et aux discours de haine.....	19
Le journalisme sensible aux conflits.....	20
Provoquer de la désinformation et de la mésinformation ou y participer.....	20
Manque de diversité et de représentation.....	21
Plateformes en ligne.....	22
Évaluation de la programmation sûre	24
Processus d'évaluation de la programmation sûre en 5 étapes	25
Scénarios de renforcement des connaissances	28



Introduction

Ce manuel est conçu pour accompagner les journalistes et autres professionnels des médias qui opèrent dans des contextes humanitaires. Les communautés affectées par la crise ont un besoin urgent d'informations de qualité pour les aider à prendre des décisions.



Les médias sont touchés par les crises humanitaires de multiples façons et sont donc confrontés à de nombreux défis. Les dommages aux infrastructures et aux équipements, les limitations d'accès aux zones touchées et les problèmes de sécurité du personnel rendent le travail dans ces contextes plus difficile. De plus, les médias se retrouvent souvent dans le double rôle de reporters de crise *et* de membres de la communauté affectée, créant un équilibre délicat entre la nécessité de s'acquitter de leurs responsabilités professionnelles et celle de faire face aux impacts personnels de la crise.

Les médias peuvent jouer un rôle essentiel pour permettre aux communautés affectées de prendre des décisions éclairées, fondées sur des informations accessibles de manière sûre et significative. Ils peuvent mettre en lumière les besoins et les préoccupations de la communauté, partager des informations pratiques et demander des comptes aux personnes au pouvoir. Les médias peuvent également soutenir des initiatives qui renforcent la compréhension des risques de protection liés à l'information, afin que les communautés qui y sont exposées puissent mieux peser les risques et les bénéfices lorsqu'ils ont besoin d'informations. Les médias opérant dans ces environnements ont la responsabilité de garantir que leurs propres pratiques ne contribuent pas aux risques auxquels sont confrontées les communautés affectées par la crise.

Ce manuel propose une exploration introductive des risques et des menaces que les communautés peuvent rencontrer en matière d'accès, de création et de partage d'informations en cas

de crise. Il propose également des conseils aux professionnels des médias, pour comprendre et atténuer efficacement ces défis dans leurs pratiques de reportage. L'objectif est de favoriser la création de médias qui non seulement garantissent la dignité des communautés affectées par la crise, mais promeuvent également la sécurité et le respect.

À qui s'adresse ce manuel ?

Ce manuel est conçu pour les journalistes, les professionnels des médias et les créateurs de contenu susceptibles de travailler dans un contexte humanitaire. Cela peut inclure les médias locaux (de la région, qui peuvent ou non être personnellement affectés par la crise), les médias nationaux (du pays où la crise survient mais qui peuvent ou non provenir de la région touchée par la crise), et les médias internationaux (reportages sur la crise destinés à un public international). Ce manuel vise principalement à accompagner ceux qui mèneront des reportages directement auprès des personnes affectées par la crise en les interviewant, en les photographiant ou en les filmant. Ces principes fondamentaux peuvent également servir de guide aux rédacteurs, propriétaires et autres décideurs de haut niveau dans les médias, en les aidant à considérer et à traiter de manière proactive les risques potentiels qu'ils font courir aux communautés vulnérables par leurs pratiques et politiques de production d'information.

Pourquoi avons-nous créé ce manuel ?

Ce manuel fait partie d'une série de ressources destinées aux médias, à la société civile et aux travailleurs humanitaires, qui visent à aider ceux qui travaillent dans des contextes humanitaires, à identifier et à atténuer les risques et menaces liés à l'accès, au partage, à la création et à l'obtention d'informations.

- *Module 1 : Pour commencer : Qui, pourquoi et comment participer à la création d'écosystèmes d'information plus sûrs ?* - Ce module est une introduction aux lignes directrices et comprend une terminologie-clé ainsi que des questions fréquemment posées pour aider tous types d'acteurs de l'information à utiliser les modules en fonction de leurs besoins et de leurs objectifs.
- *Module 2 : Comment contribuer à des écosystèmes d'information plus sûrs en adaptant les méthodes de travail ?* - Ce module aide les organisations humanitaires et autres acteurs de l'information, y compris les médias locaux, à comprendre les risques que leur travail d'information peut créer, ainsi que les solutions pour atténuer ces risques. Il couvre également la question de l'accès significatif à l'information et les bonnes pratiques pour garantir la redevabilité envers la communauté. Les acteurs humanitaires reconnaîtront le parallèle avec les principes d'intégration de la protection, d'autres acteurs de l'information obtiendront des ressources qui pourront être utiles à leur travail et faciliteront la collaboration avec les acteurs humanitaires.

- *Module 3 : Réduire les risques de protection liés à l'information : un cadre d'analyse* - Ce module est conçu pour aider les acteurs humanitaires et autres acteurs de l'information à entreprendre une analyse de protection de l'écosystème de l'information afin d'identifier les activités visant à réduire les risques de protection liés à l'information dans la programmation de celle-ci. Il comprend un cadre qui compile les données nécessaires pour comprendre les risques de protection liés à l'information présents dans votre contexte, ainsi qu'un guide pour vous aider à formuler des recommandations basées sur vos objectifs et votre expertise. Les médias locaux, la société civile, les acteurs humanitaires et les spécialistes de la protection feront un usage différent de cette rubrique en fonction de leurs activités.
- *Module 4 : Réduire les préjudices : un guide pour les médias et les journalistes en situation d'urgence* - Ce manuel est conçu pour les journalistes, les travailleurs des médias et les créateurs de contenu travaillant dans des contextes humanitaires avec des communautés vulnérables. Ce manuel vise principalement à aider ceux qui rendent directement compte de la situation des personnes affectées par les crises, en les interviewant, en les photographiant ou en les filmant. Il fournit des recommandations pour garantir que les pratiques médiatiques ne contribuent pas aux risques de protection auxquels la communauté est confrontée.

Ces ressources ont été créées dans le cadre du projet [Community Voices for Better Protection \(CVBP\)](#). Ce projet vise à comprendre les risques associés à l'information dans les contextes humanitaires du point de vue des travailleurs humanitaires sur le terrain, des agences de protection spécialisées, des médias et autres fournisseurs d'informations. Grâce à des travaux de terrain menés en 2022-2023 sur trois sites – Irak, Mali et Philippines – ces ressources comblent une lacune dans la compréhension et la réponse aux risques liés à l'information. Ce projet est financé par le Bureau for Humanitarian Assistance (BHA) de l'USAID.

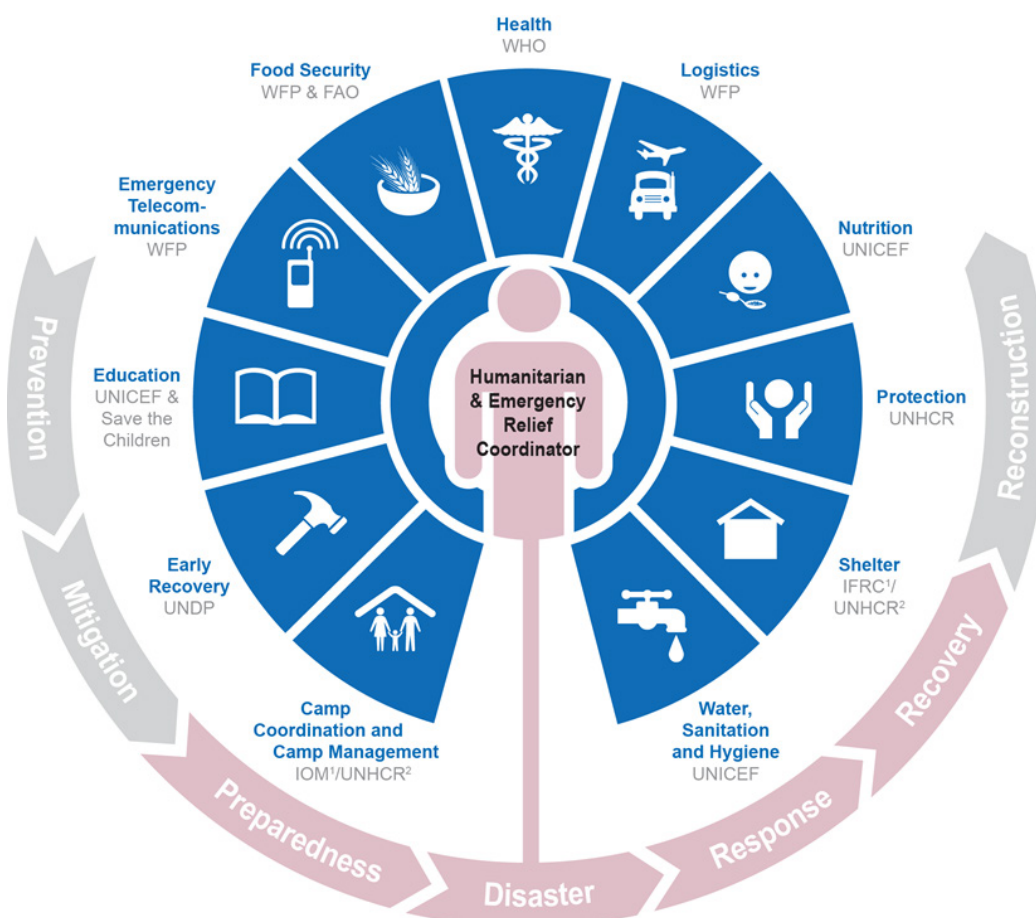
Quels sont les risques de protection ?

Le terme « risques de protection » ne vous est peut-être pas familier. Les risques de protection sont un terme technique utilisé par les travailleurs humanitaires pour désigner des situations qui menacent un individu ou un groupe. Dans ce manuel, nous ferons simplement référence aux « risques », car cette terminologie est plus pertinente pour les travailleurs des médias. Cependant, une forte coordination entre les médias et les fournisseurs d'aide humanitaire est précieuse en cas de crise. Nous prendrons donc un moment pour expliquer les spécificités de cette terminologie afin de vous guider dans vos interactions avec le système humanitaire et contribuer à votre compréhension des modules 1, 2 et 3 qui font régulièrement référence à cette terminologie.

Les acteurs humanitaires ont tendance à classer les risques de protection en trois catégories :

- Violence : attaques physiques, violences sexuelles et viols, torture, meurtres et mutilations, bombardements et frappes militaires ciblant des civils.
- Coercition : déplacements forcés, traite, recrutement d'enfants dans les forces et groupes armés, esclavage, mariages forcés, détentions illégales, extorsions, exploitation sexuelle.
- Privation délibérée : refus d'accès à l'aide humanitaire, destruction des biens civils, notamment des sources de nourriture et d'eau, ainsi que des marchés.

Dans le cadre d'une réponse humanitaire, les travailleurs humanitaires s'organisent en groupes thématiques ou sectoriels (appelés « clusters » ou dans certains contextes « secteurs ») pour répondre aux besoins les plus urgents des communautés affectées par une crise. En cas de crise, les financements et les ressources disponibles pour la réponse humanitaire sont souvent limités. Ce système permet de prioriser les besoins et d'allouer les ressources plus efficacement en identifiant les organisations les mieux adaptées pour fournir des types d'assistance spécifiques. Par exemple, les projets peuvent cibler la pénurie alimentaire, le besoin d'abri ou d'eau potable et propre. [Pour en savoir plus sur le système de cluster humanitaire, voir ici.](#) Tous ces clusters visent à fournir une aide accessible et sûre.



Source du diagramme : OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)

La protection est un cluster et un domaine de programmation-clé dans une réponse humanitaire. Les travailleurs de la protection visent à garantir que les droits des individus dans les communautés affectées sont respectés et œuvrent activement pour comprendre et atténuer les risques qui pourraient les menacer. Il est important de reconnaître qu'à la suite de crises et de catastrophes naturelles, les populations sont souvent confrontées à de multiples risques et dangers qui sont soit créés, soit exacerbés par la crise qu'ils traversent. Par exemple, la violence basée sur le genre (GBV), la violence publique et les comportements criminels, la négligence envers les personnes ayant des besoins spécifiques (telles que les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap), et l'exclusion ou la discrimination fondée sur l'identité de genre, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle et d'autres motifs.

Étant donné que les agents de protection humanitaire et les médias partagent les objectifs communs d'identification, de sensibilisation et d'atténuation des risques au sein de leurs communautés, ce manuel est conçu pour :

1. Vous aider à identifier et à apprendre comment atténuer les risques au sein de votre propre travail.
2. Encourager et faciliter la collaboration et la coordination avec les spécialistes de la protection afin de réduire davantage les risques pour la communauté.

Vous voulez en savoir plus ? Le Global Protection Cluster surveille et suit régulièrement 15 risques de protection (y compris l'information) dans des situations d'urgence à travers le monde.

[Voir ici les 15 risques-clés auxquels les communautés en crise sont aujourd'hui confrontées.](#)

Quels sont les risques liés à l'information ?

En cas de crise, les gens considèrent souvent la nourriture, l'eau et l'abri comme les formes d'aide les plus urgentes dont ont besoin les communautés touchées par la crise. Cependant, on comprend de plus en plus le rôle essentiel de l'information en tant que forme d'aide qui améliore le bien-être, la sécurité et la résilience des individus et des communautés. En cas de crise, les gens donnent la priorité à la fois à l'information et à l'infrastructure qui soutient l'accès à l'information. Dans le monde d'aujourd'hui, dès qu'une crise éclate, les réseaux sociaux sont inondés d'images et de récits de première main émanant de journalistes citoyens proches de la scène, qui partagent leur couverture bien avant que les médias traditionnels puissent rapporter des informations vérifiées. Les gens veulent pouvoir se tourner instantanément vers leurs amis, leur famille ou vers leur téléphone pour comprendre ce qui s'est passé, comment cela peut les affecter et savoir ce qu'ils doivent faire pour assurer leur sécurité.

L'accès à l'information est un élément essentiel des efforts de réponse humanitaire, car il permet aux personnes de faire des choix éclairés et d'améliorer leur qualité de vie globale. Cependant, la manière dont les informations sont partagées, consultées, obtenues et créées peut contribuer ou aider à minimiser les risques auxquels les communautés sont confrontées.

Les principaux facteurs de risque liés à l'information dans un contexte de crise comprennent :



La désinformation, la mésinformation et la malinformation : L'information peut littéralement vous sauver la vie, lorsqu'elle est vraie. Une fausse information ou information erronée fait référence à des informations qui ne sont pas vraies. Elles peuvent être partagées involontairement par des personnes qui ne savent pas que les informations sont fausses (mésinformation) ou qui les partagent intentionnellement pour tromper (désinformation); ou encore par des personnes qui partagent des informations correctes mais hors de leur contexte, susceptibles de causer directement un préjudice (malinformation)⁴. Vous pouvez également entendre appelée cette catégorie d'informations préjudiciables « rumeurs », « fake news » ou « théories du complot ». Cette information de mauvaise qualité ou ce désordre informationnel peuvent être très dangereux pour les communautés affectées par la crise. Elles peuvent encourager des pratiques dangereuses, attiser la violence et les préjugés, empêcher l'accès aux services vitaux, semer la confusion et diminuer encore davantage le sentiment de sécurité psychologique des personnes.



Informations inadéquates, retardées ou incomplètes : En cas de crise, une information insuffisante ou retardée peut entraîner une multitude de risques pour les communautés. Cela peut entraver une prise de décision à temps et empêcher les gens de comprendre comment et où accéder à l'aide. Ce retard pourrait exacerber les souffrances, augmenter le nombre de victimes et intensifier l'impact de la crise. Des informations insuffisantes peuvent également favoriser la confusion, les rumeurs et la mésinformation, contribuant ainsi à la panique et au chaos susceptibles d'engendrer des risques physiques pour la communauté.



Utilisation abusive de données privées : Les communautés sont confrontées à plusieurs risques potentiels lorsqu'elles tentent d'accéder à des informations vitales en ligne. Elles peuvent partager par inadvertance des informations personnelles identifiables (PII), telles que leur nom, leur emplacement, les détails de leur carte de crédit ou leur dossier médical. Le partage d'informations personnelles, telles que

⁴ Voir « Glossaire » pour une description complète des termes-clés utilisés dans ces lignes directrices + modules.

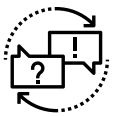
leur vrai nom ou leur emplacement, peut potentiellement conduire à leur identification par les autorités ou des individus de leur pays d'origine et constituer ainsi une menace pour leur sécurité. Les PII peuvent être utilisées par des escrocs ou des pirates informatiques pour leur voler ou leur extorquer de l'argent. Les réfugiés et les migrants peuvent être en cours de demande d'asile ou d'un statut légal dans leur pays d'accueil. Le partage d'informations personnelles identifiables qui contredisent leurs demandes d'asile ou leur statut juridique peut avoir des implications négatives sur leur demande.



Harcèlement et préjudices en ligne : Les utilisateurs en ligne peuvent cibler les communautés affectées par la crise en les harcelant, en les menaçant et en leur faisant subir des préjudices fondés sur leur appartenance ethnique, leur statut ou d'autres caractéristiques. Le partage de certaines informations personnelles, telles que le statut de réfugié ou l'origine ethnique, peut conduire à une discrimination ou à une stigmatisation, et contribuer ainsi à des préjudices psychologiques qui affectent la capacité des personnes à s'intégrer et à mener une vie normale.



Traite et enlèvement : Les personnes touchées par les crises peuvent se tourner vers des sources d'information en ligne pour accéder aux transports, au logement ou à l'emploi. Les adultes et les enfants peuvent être vulnérables aux trafiquants d'êtres humains et aux passeurs, qui peuvent exploiter leurs informations personnelles pour les manipuler ou les contrôler.



Barrières linguistiques : Les personnes déplacées par les crises peuvent se retrouver dans des pays ou des régions dont elles ne parlent pas couramment la langue locale. Cette barrière linguistique peut rendre difficile l'accès et la compréhension d'informations importantes, telles que des documents juridiques, des instructions de soins de santé ou des informations de sécurité. Cela peut également accroître leur besoin de s'appuyer sur des intermédiaires ou des réseaux informels pour accéder à l'information. Si ces intermédiaires peuvent être utiles, ils peuvent également avoir leurs propres objectifs ou préjugés, susceptibles d'influencer l'accès à l'information.



Risques liés à la localisation des informations : Se rendre dans certains endroits pour accéder à des informations peut s'avérer dangereux, en particulier si ces informations sont conservées dans des zones où les taux de criminalité, les conflits ou les troubles civils sont élevés. Ce risque est accru pour les membres vulnérables de la communauté, tels que les femmes, les enfants, les personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre et des caractéristiques sexuelles diverses (SOCIESC

/ LGBTIQ+), les personnes à mobilité réduite ou en situation de handicap, et des personnes appartenant à des groupes ethniques ou religieux marginalisés. Ces groupes peuvent être moins en mesure de répondre aux menaces subies lors d'un voyage vers une zone dangereuse, ou peuvent être ciblés en raison de leur statut.



Manque de documentation : De nombreuses personnes touchées par la crise peuvent avoir perdu ou oublié des documents importants pendant leur déplacement. Cela peut rendre difficile l'achat d'une carte SIM et, par conséquent, limiter leur capacité à accéder à l'information et compromettre leur capacité à prendre des décisions éclairées, à accéder à des services essentiels, tels que les soins ou l'éducation, à traverser les frontières, à accéder à l'emploi et à établir leur identité ou leur statut juridique.



Censure et surveillance gouvernementale : Dans certains pays, des groupes spécifiques peuvent être soumis à la censure, à la surveillance ou à des restrictions quant à leur liberté d'expression et d'information. Accéder à certaines informations, surtout si elles sont critiques à l'égard du gouvernement ou liées à la politique, peut les exposer à un risque de persécution.



Coupures délibérées de communication ou restrictions de la part d'entités ayant des intentions malveillantes : Il s'agit d'entités malveillantes qui imposent délibérément des coupures de communication ou des restrictions d'accès à l'information, y compris des coupures d'accès à Internet pour des populations particulières, des restrictions sur certains sites web et des menaces à l'encontre de certains médias ou types de média (par exemple, les médias indépendants), voire leur fermeture.



Sécurité des journalistes : Il s'agit des cas compromettant la sécurité physique ou psychologique des journalistes. Ils peuvent inclure le harcèlement, l'emprisonnement et les menaces dirigées par des entités malveillantes ou par le public contre les membres de la famille ou les associés du journaliste agressé. Les menaces peuvent également inclure des environnements dangereux (conditions instables après une catastrophe, situations de conflit) dans lesquels les journalistes ne sont pas spécifiquement pris pour cible, mais où ils sont néanmoins en danger.



Censure et autocensure des médias : La censure fait référence à la suppression ou à l'interdiction du contenu d'information ou de ses fournisseurs. Les raisons de la censure peuvent inclure l'obscénité, l'inacceptabilité politique et les menaces à la sécurité. Les gouvernements et les autorités alternatives, les médias, les institutions

et les individus peuvent entreprendre et appliquer la censure. La censure peut avoir lieu en ligne ou hors ligne, affecter les médias et toutes les formes de partage d'informations. L'autocensure fait référence à l'acte de taire ou d'euphémiser son propre propos. Cet acte est commis par crainte ou par déférence envers les sensibilités ou les préférences (réelles ou perçues) des autres et sans pression manifeste de la part d'un parti ou d'une institution d'autorité spécifique. Dans le cas d'événements d'information en contexte de crise humanitaire, la forme de censure et d'autocensure la plus pertinente à surveiller et à analyser est celle qui découle d'actions d'entités malveillantes.

Médias sûrs et redevables : comment nos pratiques peuvent-elles protéger le public ?

Les journalistes et autres professionnels des médias sont confrontés à des pressions éthiques sans précédent en temps de crise, qu'il s'agisse d'un conflit, d'une catastrophe naturelle ou de toute autre crise ayant un impact important sur la vie des communautés. Même si tous les médias doivent toujours respecter des normes éthiques et des codes de conduite dans le cadre de leurs reportages, il est important de se rappeler que lorsque l'on travaille avec une communauté vulnérable affectée par une crise, des précautions supplémentaires peuvent être nécessaires.

Le [Code of Ethics](#) de la Society of Professional Journalists conseille aux journalistes de « rechercher la vérité et de la signaler » et de « minimiser les préjudices » – deux obligations qui sont parfois en conflit, tout comme les deux autres obligations majeures du code : « agir de manière indépendante » et « être redevable ».

Les acteurs de l'information ont la responsabilité de veiller à ce que leurs actions respectent la dignité de la population affectée et ne causent pas de préjudice supplémentaire. Cette responsabilité s'applique à toutes les activités liées à l'information et peut être divisée en quatre composantes :

- **Sécurité et dignité** : Veiller à ce que notre travail ne crée pas de nouveaux risques de protection pour les communautés affectées avec lesquelles nous interagissons et veiller à fournir des informations et à nous engager d'une manière qui respecte la dignité de ces personnes.
- **Accès significatif** : Veiller à ce que les informations et les services que nous fournissons, ainsi que l'engagement que nous menons, soient accessibles à tous les groupes de population et adaptés à leurs besoins individuels et communautaires.

- **Accès à des informations précises, participation et autonomisation :** Soutenir le développement des capacités personnelles, c'est-à-dire les compétences et ressources inhérentes à un individu ou une communauté, qui lui permettent de gérer et de répondre à ses propres besoins et défis de manière indépendante, y compris dans la revendication de ses droits.

Redevabilité : Veiller à ce que les communautés affectées avec lesquelles nous travaillons puissent nous tenir redevables de nos actions. Cela comprend des plateformes de communication bidirectionnelles et des mécanismes de retours d'information et de plainte accessibles à la communauté.

Il faut penser au-delà des reportages sur la communauté et faire des reportages pour la communauté : Cela nécessite un changement de perspective pour certains médias travaillant en période de crise, qui doivent aller au-delà du reportage sur la crise elle-même et prendre en compte les besoins immédiats d'information qu'ont les communautés affectées. Par exemple, alors que le grand public souhaite savoir combien de personnes sont déplacées à la suite d'une catastrophe, les personnes déplacées, elles, veulent savoir comment accéder aux abris d'urgence, à la nourriture et aux services de santé, et en connaître les conditions d'éligibilité. Elles ont tout particulièrement besoin de savoir où et quand les distributions d'aide auront lieu. Répondre aux besoins d'information d'urgence de la communauté implique également de s'assurer qu'elle sache comment partager des informations sensibles en toute sécurité et en toute confidentialité, signaler des problèmes ou des incidents graves en matière de protection, et donner son avis, donner des retours d'information ou poser des questions sur l'aide qu'elle reçoit.

Les médias peuvent par inadvertance contribuer aux risques auxquels sont confrontées les communautés à travers de mauvaises pratiques et ce, de plusieurs manières :

Violations de la vie privée

De mauvaises pratiques éthiques, telles que des reportages intrusifs ou la publication d'informations privées et sensibles sans consentement, peuvent violer le droit à la vie privée des individus et des communautés. Cela peut avoir de graves conséquences sur la sécurité et le bien-être des personnes, en particulier pour les communautés persécutées ou marginalisées. Les organisations médiatiques qui ne font pas preuve de prudence lorsqu'elles couvrent des questions sensibles, telles que des conflits en cours, des catastrophes ou des urgences de santé publique, peuvent par inadvertance mettre en danger la sécurité des individus ou exacerber les tensions et les hostilités dans les communautés affectées.

Des violations de la vie privée peuvent survenir quand :

- les informations personnelles identifiables (PII) d'une personne vulnérable, telles que son nom et sa localisation, sont révélées (alors que l'anonymat aurait dû être mis en place) ;
- les bases de données d'informations sensibles ne sont pas protégées de manière sécurisée (et qu'il y a un piratage, ou que les ordinateurs portables et les téléphones sont confisqués)
- des images de membres de la communauté sont enregistrées sans leur consentement lorsqu'ils se trouvent dans un lieu privé ou dans une situation vulnérable (par exemple, des images enregistrées lorsque quelqu'un dort ou est en convalescence à l'hôpital).

Cela peut être un sujet difficile pour les professionnels des médias, dont la réaction naturelle face à une crise est de capturer et de partager rapidement la terrible réalité vécue par les gens. Parfois, les individus peuvent même fournir des informations personnellement identifiables, dans l'espoir que cela aide à établir un contact avec un membre perdu de la famille, ou parce qu'ils ne sont simplement pas conscients des implications du partage de telles informations. Les délais et la nécessité de travailler rapidement n'annulent pas votre devoir de minimiser les préjudices, et la sécurité et la dignité de la communauté doivent toujours rester votre priorité.

Consentement éclairé : En cas de crise, la révélation de la localisation ou de l'identité d'une personne peut avoir des conséquences graves. Pour cette raison, les professionnels des médias doivent redoubler d'efforts pour garantir que le consentement soit obtenu avant d'enregistrer et de publier toute information personnellement identifiable. Une personne ne doit pas se sentir obligée de donner son consentement en raison des délais et le consentement doit être obtenu dans une langue comprise par le sujet, de préférence sa langue maternelle.

Il ne suffit pas de demander simplement le consentement ; il est essentiel que les implications de ce consentement soient également pleinement comprises par l'individu. Vous devez toujours lui expliquer la portée de la publication de l'article/ l'histoire, ainsi que le niveau d'anonymat qui peut lui être offert de manière réaliste. Par exemple, quelqu'un peut consentir à ce que sa photo soit prise. Néanmoins, il est crucial qu'il comprenne que cette image peut potentiellement être publiée sur une plateforme en ligne accessible à un large public. Cette exposition peut amener son agresseur à l'identifier, ou encore faire de lui une cible pour des criminels opportunistes, s'il est par exemple présenté comme bénéficiaire d'aides. Il peut en outre consentir à parler avec un journaliste local, sans savoir que cet article peut être diffusé sur d'autres réseaux d'information nationaux et internationaux.

Il est important de noter que le consentement n'est pas définitif.

Il peut être donné ou retiré à tout moment.

En cas de crise, de nombreuses personnes peuvent avoir vécu des événements traumatisants susceptibles d'affecter leur capacité à rechercher et à traiter des informations. Pour cette raison, le professionnel des médias a la responsabilité de procéder à une évaluation supplémentaire des risques, afin de déterminer si l'inclusion de certains détails dans le produit final pourrait causer un préjudice potentiel à l'individu.

Par exemple, si une personne fuyant une persécution révèle les itinéraires qu'elle a empruntés, son nom, sa position actuelle (ou tout ce qui précède), il est de la responsabilité du journaliste/travailleur des médias de s'assurer que ces détails seront supprimés ou anonymisés dans tout contenu qui sera publié.

Pour les photographes, cela peut signifier masquer le visage du sujet ou s'assurer qu'il n'y ait aucun détail à l'arrière-plan de l'image qui pourrait permettre d'identifier le lieu, en particulier pour les groupes à risque dont l'état clinique ou la situation sociale peut être stigmatisant (comme les personnes vivant avec le VIH, les professionnel(le)s du sexe ou les survivants de violences sexuelles). Cela doit également inclure le respect de la vie privée, en garantissant des endroits sûrs et en gardant à l'esprit que vous photographiez peut-être une personne dans un état vulnérable (par exemple qui dort dans un refuge pour personnes déplacées ou reçoit des soins médicaux dans un hôpital d'urgence).

Si vous ressentez de la réticence, de la confusion, de la peur ou de la colère, vous devez vous arrêter.

Questions à vous poser :

- ✓ *Dans quelle mesure vous sentez-vous informé des menaces et des vulnérabilités existantes pour cet individu ou ce groupe ? Y a-t-il quelqu'un de plus informé qui pourrait améliorer votre compréhension de cette équation de risque ?*
- ✓ *Dans quelle mesure le rapport entre le danger et le bénéfice de la publication de l'information ou de l'illustration est-il crédible ou spéculatif ? À qui le mal serait-il fait, et comment ? Qui en bénéficierait et comment ?*
- ✓ *Dans quelle mesure l'information est-elle essentielle pour aider le public à comprendre des questions cruciales, à prendre des décisions éclairées ou à créer un changement ?*

Exemple :

Des médias positionnés dans la région frontalière d'un pays ont photographié des individus en train d'être expulsés vers leur pays d'origine. Craignant des persécutions politiques, beaucoup d'entre eux ont initialement fui leur pays pour des raisons de sécurité. Or les médias, dans leur volonté de couvrir une histoire bouleversante et choquante, ont publié des images de ces personnes contraintes de retourner dans leur pays, en montrant clairement certains visages. En partageant ces images en ligne, les médias ont, sans le vouloir, aidé le gouvernement de ce pays à identifier un certain nombre de ces personnes et à utiliser ces informations pour les localiser et les arrêter. Les médias n'avaient l'intention de nuire à personne ce jour-là, mais leurs pratiques mal informées ont accru les risques pour une partie vulnérable de la communauté.

Interviewer des survivants d'un traumatisme

En cas de crise, les communautés peuvent être confrontées à toute une série de risques de protection, notamment les déplacements forcés, la violence basée sur le genre, la traite des êtres humains et l'extorsion. Il est important que les médias soient conscients des menaces qui pèsent sur la communauté et veillent à ce que leurs reportages sur ces questions ne fassent pas courir de risques accrus aux victimes survivantes. Lorsque vous faites un reportage sur la violence, n'oubliez pas que les survivants ont vécu un traumatisme. La façon dont vous les traitez et partagez leur histoire aura un impact sur leur guérison.

Interviews difficiles : Raconter une histoire traumatisante peut être très pénible. Pratiquez un journalisme qui tient compte des traumatismes. Un journalisme qui tient compte des traumatismes signifie qu'il comprend le traumatisme, réfléchit à ce que vit le survivant d'un traumatisme avant de commencer son entretien et envisage comment ses actions (en tant que journaliste) peuvent impacter la personne une fois l'entretien terminé. Pour plus de ressources sur un journalisme qui tient compte des traumatismes, [voir cette fiche de conseils de The Journalist's Resource, et ces conseils du Dart Centre](#) sur les entretiens avec les survivants d'un traumatisme.

Référencement de service : Une façon de vous assurer que vous êtes préparé de façon adéquate aux entretiens avec des personnes susceptibles d'avoir subi un traumatisme, est d'avoir pris connaissance des services de soutien disponibles pour la personne que vous interrogez. Cela peut inclure, par exemple, le nombre de lignes d'assistance téléphonique gratuites ou le nom d'une agence de protection fournissant des services à cette population. En partageant leur histoire avec vous, les gens peuvent être amenés à vous poser des questions : « Que puis-je faire ? », « Où puis-je demander de l'aide ? ». C'est votre rôle en tant que journaliste responsable de vous assurer que vous êtes prêt à répondre à ces questions, ou de vous assurer que vous avez quelqu'un à proximité qui peut intervenir et vous apporter son soutien si la personne

interviewée le demande. Cela garantit également que votre démarche n'est pas simplement extractive, mais qu'elle profite et soutient la communauté et reconnaît l'impact que le récit d'incidents traumatisants peut avoir sur les personnes interrogées. Il s'agit d'un excellent exemple où le fait de veiller à votre coordination avec les acteurs de protection sur place, peut contribuer à des pratiques qui tiennent compte des risques. Vous pouvez envisager de mener votre entretien en collaboration avec une organisation locale qui fournit des services adaptés, ou l'avoir contactée en amont pour recueillir des informations de référence à jour.

Reportage sur les enfants

Les enfants font partie des personnes les plus à risque en cas de crise. Ils peuvent être séparés de leurs parents ou de leur famille et de leur réseau social, et risquent d'être la cible d'enlèvements, de mauvais traitements ou de travail forcé, de mariage ou de recrutement dans les forces armées. Le simple fait de mener des reportages sur les enfants les expose à un risque de représailles ou de stigmatisation.

Demandez toujours la permission : Vous devez éviter de photographier, filmer et interviewer des enfants (moins de 18 ans) sans l'autorisation des parents ou des tuteurs légaux. Interviewer un enfant sans autorisation parentale ne devrait avoir lieu que dans des circonstances exceptionnelles, avec le soutien d'un expert qualifié en protection de l'enfance (CP, "Child Protection") ou de la personne la plus informée de la situation de l'enfant et la mieux à même d'évaluer les répercussions psychosociales, politiques et culturelles de tout reportage. Lorsque l'on tente de déterminer l'intérêt supérieur d'un enfant, le droit de l'enfant à ce que ses opinions soient prises en compte doit être dûment considéré en fonction de son âge et de son degré de maturité.

Empathie et modération, « Less is more » : Dans les situations où un enfant peut avoir vécu un événement traumatisant, il est recommandé de limiter le nombre de personnes présentes lors de l'entretien, afin de créer un environnement sûr et favorable qui permet à l'enfant de partager ses expériences de manière à minimiser d'autres préjudices émotionnels. Les enfants traumatisés sont souvent déjà vulnérables et sensibles. Réduire le nombre de personnes présentes respecte les limites de l'enfant, et lui permet de participer plus volontiers au processus d'entretien. La présence d'un grand nombre de personnes, en particulier d'adultes inconnus, peut les intimider ou dissiper leur attention. La présence d'un nombre réduit de personnes dans la salle diminue également les risques que des informations sensibles soient divulguées par inadvertance à des personnes non autorisées.

Les entretiens doivent être centrés sur l'enfant, en se concentrant sur ses besoins et son confort et en lui donnant autant de contrôle que possible sur l'entretien. Les enfants, en particulier ceux qui ont subi un traumatisme, peuvent mettre plus de temps à raconter leur histoire et ne pas la raconter de manière linéaire. Donnez du temps à l'enfant et rappelez-lui qu'il a le contrôle et qu'il peut arrêter l'entretien à tout moment s'il se sent mal à l'aise.

[Voir ici un guide pour les interviews d'enfants : ici la ressource du centre DART "Interviewing Children: Guidelines for Journalists", Dart Center for Journalism and Trauma](#)

[Voir ici les principes-clés de l'UNICEF pour les reportages sur les enfants et les jeunes: "Key principles for responsible reporting on children and young people", UNICEF](#)

Exercice de réflexion sur un dilemme éthique :

En cas de crise, vous pouvez ressentir la pression d'un parent qui souhaite que vous interviewiez, photographiez ou filmiez son enfant victime d'abus sexuels ou autres. Le parent peut penser que c'est dans l'intérêt supérieur de son enfant et vouloir partager son histoire dans les médias, afin que son expérience puisse contribuer à sensibiliser aux menaces auxquelles les jeunes de sa communauté sont exposés .

- ✓ *Que ferez-vous ? Voudrez-vous procéder à l'entretien ?*
- ✓ *Si oui, comment vous assurerez-vous que l'enfant consent également à l'entretien ?*
- ✓ *Si oui, quelle préparation entreprendre ? Qui doit être présent ?*
- ✓ *Si oui, que pouvez-vous faire pour protéger l'identité de l'enfant, afin de garantir que vous ne l'exposez pas à des préjugés ou de la stigmatisation au sein de la communauté ?*
- ✓ *Si vous ne procédez pas à l'entretien, comment expliquerez-vous votre décision à la mère et à l'enfant ?*

Contribuer aux préjugés, à la division et aux discours de haine

Évitez la discrimination et les stéréotypes fondés sur l'origine ethnique, la langue, la région, la race, le genre, une situation de handicap, etc. dans le processus d'obtention, de traitement et de publication/diffusion de faits et d'événements. Au plus fort d'une crise, les médias s'appuient parfois sur des stéréotypes pour transmettre rapidement des informations sur certains groupes de personnes. Lorsque ces stéréotypes sont trop simplistes ou négatifs, ils peuvent perpétuer et renforcer des préjugés et, dans certains cas, contribuer à des tensions sociales au sein de la communauté, qui peuvent tourner à la violence. Par exemple, lorsqu'on parle des communautés de réfugiés, il est important de garder à l'esprit que les communautés de réfugiés ne sont pas homogènes et que le statut de réfugié d'une personne ne définit pas toute son identité.

[Pour en savoir plus sur la manière d'éviter les préjugés et les stéréotypes dans les reportages, consultez le guide "Hatred in the News: Understanding Stereotypes And How To Avoid Them" Ethical Journalism Network.](#)

Bien que les journalistes aient pour principe fondamental d'éviter d'utiliser un langage grossier, injurieux, raciste ou incitant à la violence, il existe des situations où il peut être difficile d'éviter ce langage lorsque le journaliste cite quelqu'un d'autre. L'inclusion d'un tel langage doit être limitée aux cas où il est indispensable à l'histoire, en particulier s'il a été prononcé par une personnalité publique éminente. Même dans ce cas, il doit être présenté dans le contexte plus large du récit, en expliquant pourquoi ce langage peut nuire aux communautés.

[Voir le test en 5 points du sur le discours de haine “5 point test for journalists”, Ethical Journalism Network.](#)

Le journalisme sensible aux conflits

Les journalistes du monde entier sont confrontés à de profonds dilemmes lorsqu'il s'agit de rendre compte des conflits qui surviennent et parfois dévastent les communautés dans lesquelles ils vivent et travaillent. Parfois, ces conflits se traduisent par des affrontements entre communautés, d'autres fois, ils prennent la forme d'attaques violentes, souvent contre des innocents, perpétrées par des organisations extrémistes et terroristes. Dans tous les cas, les journalistes doivent relever le défi de faire partie d'une communauté prise dans un conflit, tout en faisant partie d'une profession qui attend une couverture juste et impartiale de ces conflits. Les choix que font les journalistes en ce qui concerne le langage utilisé, la manière dont l'histoire est formulée ou ce qui est inclus ou exclu de leurs reportages peuvent potentiellement accroître l'antagonisme, la stigmatisation et exposer davantage les personnes à des risques.

[Ce manuel d'Internews](#), “A conflict sensitive approach to reporting on conflict and violent extremism”, Une approche sensible des conflits pour le reportage sur les conflits et l'extrémisme violent, vise à répondre à certaines de ces questions et à fournir des outils que les journalistes peuvent utiliser pour les aider à rendre compte des conflits de manière constructive.

Provoquer de la mésinformation et de la désinformation ou y participer

De mauvaises pratiques journalistiques, telles qu'une vérification inadéquate des faits ou le recours à des sources non vérifiées, peuvent conduire à la diffusion de la mésinformation (fausses informations diffusées sans intention de nuire) et à la désinformation (fausses informations diffusées dans l'intention de tromper). Cela peut induire les communautés en erreur, en particulier dans des situations critiques comme les urgences ou les crises de santé publique, et peut alimenter les tensions entre la communauté, le gouvernement et les intervenants, ainsi qu'entraver ou empêcher l'accès aux services pour la communauté.

Cependant, il y a également des circonstances dans lesquelles les médias doivent rendre compte des rumeurs et des fausses informations qui circulent dans leur communauté. Les fausses informations, en particulier les informations susceptibles de conduire à la violence, à la division ou

à des pratiques dangereuses, ne doivent pas être ignorées. Faire état de la mésinformation ou d'informations erronées sans aggraver le problème est une tâche difficile mais fondamentale pour les journalistes. Les journalistes jouent en effet un rôle crucial en aidant le public à naviguer dans des paysages informationnels complexes, et agir de manière responsable peut contribuer à atténuer l'impact de la mésinformation.

Pour éviter d'alimenter davantage la propagation de la mésinformation (fausses informations), vous devez éviter de vous précipiter dans la publication d'affirmations non vérifiées, et donner la priorité à une vérification approfondie des faits. Soyez prudent lorsque vous répétez des informations fausses ou trompeuses, car cela peut les renforcer dans l'esprit du public. Concentrez-vous plutôt sur leur démystification, ou amplifiez les informations vérifiées. Lorsque vous faites état de la mésinformation, fournissez des informations contextuelles et générales qui aident le public à comprendre pourquoi de fausses informations ont pu se propager et comment évaluer leur inexactitude. Impliquez des experts ou des sources crédibles auxquelles la communauté fait confiance et qui peuvent fournir des informations précises et clarifier les idées fausses ou incompréhensions.

Il est important d'être transparent sur la manière dont les informations ont été vérifiées, y compris sur les sources utilisées. En permettant à la communauté de voir comment vous procédez, vous lui accordez plus de liberté et de pouvoir pour évaluer les informations disponibles et se faire sa propre opinion. Cette approche est plus efficace que la simple qualification des informations comme « vraies » ou « fausses ».

[Pour en savoir plus sur une couverture responsable sur la mésinformation, consultez ces conseils de First Draft.](#)

Manque de diversité et de représentation

Lorsque les médias manquent de diversité au sein de leur personnel et ne parviennent pas à représenter un large panel de voix et de perspectives, ils peuvent perpétuer des préjugés ou des biais et contribuer à la sous-représentation ou à la fausse représentation de certaines communautés. L'intégration des voix des communautés touchées par la crise dans la programmation médiatique est essentielle pour fournir une représentation plus exhaustive et exacte des expériences, des défis et des contributions.

Collaborer avec les personnes affectées par la crise pour raconter des histoires : Collaborez avec des groupes de défense des réfugiés, des organisations communautaires et des organisations non-gouvernementales qui travaillent directement avec la population affectée par la crise. Ces organisations peuvent vous aider à mettre votre média en contact avec des personnes désireuses de partager leurs histoires et leurs points de vue. Vous pourriez envisager de créer des sections ou des segments dédiés dans votre programmation médiatique, ou dans vos publications, spécifiquement axées sur leurs problèmes et leurs histoires. Cela garantit que leurs voix et leurs problèmes bénéficient d'une plateforme régulière.

Embaucher des correspondants de la communauté affectée par la crise : Si votre média ne compte pas de personnel directement affecté par la crise (par exemple, s'il y a eu un afflux de réfugiés), vous pouvez également envisager d'embaucher des correspondants issus de la communauté affectée par la crise. Cela vous aidera à vous rapprocher des besoins et des priorités de la communauté et à garantir que les informations sont partagées de manière sûre et respectueuse de la culture. Vous pouvez encourager et soutenir ces initiatives de journalisme communautaire avec des ressources, des formations et des plateformes permettant à la communauté de rendre compte des problèmes qui la touchent.

Plateformes en ligne

La croissance de l'accès numérique dans le monde permet aux fournisseurs d'informations dans les situations humanitaires de communiquer directement avec les personnes affectées et d'aider ces dernières à communiquer entre elles. Bon nombre des mêmes risques et considérations de sécurité ci-dessus s'appliquent aux communications et aux informations transmises numériquement. Toutefois, les nouvelles technologies comportent également des risques nouveaux et distincts qui doivent être compris par les fournisseurs d'informations et par les communautés elles-mêmes.

Les gens ne connaissent pas toujours les paramètres de confidentialité de leur téléphone ou ne sont pas toujours en mesure de naviguer dans des espaces sécurisés pour partager des informations avec vous ou d'autres personnes. Même quand les groupes sont privés, dès qu'ils dépassent un certain nombre de participants et que la surveillance est limitée, ils fonctionnent de facto comme des plateformes ouvertes, avec peu de contrôle sur l'identité des personnes qui les rejoignent et quelles sont leurs intentions. Les informations sur les personnes en situation de crise peuvent attirer l'attention d'escrocs, de trafiquants d'êtres humains ou d'autres entités malveillantes susceptibles de chercher à exploiter leur vulnérabilité à des fins financières ou à d'autres fins contraires à l'éthique.

Il est important que vous preniez en compte les considérations de sûreté et de sécurité liées à la communication numérique, afin de vous assurer de ne pas vous mettre vous-même en danger ainsi que vos informateurs. N'oubliez pas que la sécurité numérique est en constante évolution et qu'il est essentiel de rester informé des dernières menaces de sécurité et des bonnes pratiques en date.

Quelques éléments à considérer :

- **Consultez des experts** : Demandez conseil à des experts en sécurité numérique ou à des organisations expérimentées dans les pratiques de communication sécurisées, en particulier dans les situations à haut risque.

- **Sélectionnez soigneusement la plateforme :** Pensez à utiliser des applications et des plates-formes de messagerie cryptées qui offrent un cryptage de bout en bout, telles que Signal, WhatsApp ou Telegram. Évitez d'utiliser des SMS classiques ou des e-mails non sécurisés pour les conversations sensibles. Si vous devez utiliser le courrier électronique, envisagez d'utiliser des services de courrier électronique cryptés tels que ProtonMail ou PGP (Pretty Good Privacy) pour plus de sécurité. Déterminez si les conversations en tête-à-tête ou les conversations en petits groupes seront plus sûres et plus confortables pour interagir avec la communauté. Si vous choisissez un espace de discussion de groupe, surveillez attentivement l'espace pour vous assurer qu'aucune personne indésirable, qui pourrait vouloir nuire aux informateurs, ne rejoigne le groupe.
- **Vérifiez l'identité :** Confirmez l'identité de votre informateur via des canaux fiables avant de vous engager dans des discussions sensibles. Soyez prudent lorsque vous acceptez des demandes de communication non sollicitées.
- **Limitez l'exposition des métadonnées :** Soyez attentif aux métadonnées associées aux communications numériques. Évitez de partager des données de localisation et envisagez d'utiliser des outils qui suppriment les métadonnées des fichiers et des photos.
- **Plans d'urgence :** Ayez un plan en place pour les situations d'urgence, comprenant ce qu'il faut faire si la sécurité de votre informateur est compromise.

Protégez-vous : Travailler en temps de crise peut également avoir de graves conséquences sur les professionnels des médias. Écouter et raconter des histoires de souffrance peut avoir un impact sur votre propre santé mentale – c'est ce qu'on appelle un traumatisme indirect. Le traumatisme indirect peut avoir un impact sur vos relations, votre capacité à travailler et peut conduire au trouble de stress post-traumatique (PTSD, "Post-Traumatic Stress Disorder"). Travailler de longues heures, écouter et raconter des histoires de souffrance peut également conduire à l'épuisement professionnel.

[Ce manuel de First Draft](#) explique comment les individus et les rédactions peuvent éviter les traumatismes indirects.

Cette [fiche de conseils du Headlines Network](#) explique comment détecter les signes d'épuisement professionnel chez vos collègues.

[Ce guide du Dart Center](#) est destiné aux éditeurs et aux gestionnaires.

Il est important d'apprendre à reconnaître ces signes de stress chez vous et chez vos amis et collègues pour vous soutenir mutuellement.

Plus de lectures et de références :

- [“Principes directeurs pour un des reportages éthiques sur les enfants et les jeunes UNICEF. Disponible sur : unicef.org](#)
- [“Reporting on Gender-Based Violence in the Syria Crisis- A journalist’s Handbook” Reportage sur la violence basée sur le genre dans la crise syrienne – Manuel du journaliste](#) Couvrir la violence basée sur le genre dans la crise syrienne – Manuel du journaliste, UNFPA (2015). Disponible sur : unfpa.org
- [Reporting on Humanitarian Crisis- A Manual for Trainers and Journalists and an Introduction for Humanitarian Workers](#) Couvrir les crises humanitaires: un manuel pour les formateurs et les journalistes, et une introduction pour les travailleurs humanitaires, Internews (2014). Disponible sur : internets.org
- [Countering Toxic Narratives About Refugees and Migrants” \(Contrer les discours toxiques sur les réfugiés et les migrants\), UNHCR.](#) Disponible sur : unhcr.org
- “Manuel pour les formateurs en journalisme: couvrir les migrations et les réfugiés”, UNESCO. Disponible sur : unesco.org
- Ressources pour les journalistes, notamment interviews de survivants de traumatismes, interviews d'enfants, utilisation de la langue (cette ressource est spécifiquement destinée à travailler sur la crise ukrainienne, mais peut être appliquée et adaptée à d'autres contextes), Dart Center for Journalism and Trauma. Disponible sur : dartcentre.org

Évaluation d'une programmation sûre

Compte tenu de toutes ces considérations visant à garantir la sécurité et la dignité des personnes affectées, quels outils sont disponibles pour soutenir l'évaluation et la compréhension de celles-ci ?

L'évaluation d'une programmation sûre (modèle en annexe 2) guide le processus permettant aux acteurs de l'information, y compris les médias, de décider si, par exemple, il est sûr de rendre compte de certains contenus, d'une certaine manière. Cet exercice peut être réalisé par la personne/l'équipe qui développe le contenu (par exemple, rendre compte d'une histoire). Si le contexte le permet, le processus d'évaluation d'une programmation sûre doit toujours inclure la contribution de la communauté.

Processus d'évaluation d'une programmation sûre en 5 étapes

- 1. Présentez clairement le projet :** y compris les lieux et les personnes impliquées dans l'histoire ou le reportage. Pensez aux personnes principales avec lesquelles vous interagirez directement, ainsi qu'aux personnes secondaires susceptibles d'être elles aussi touchées par ce reportage. Par exemple, votre objectif peut être de fournir des informations aux parents. Par conséquent, les « parents » seraient le public principal ou les personnes ou potentiellement interrogées, et les personnes secondaires pourraient être les enfants du ménage.
- 2. Identifiez les avantages de l'histoire/du reportage :** cela aidera à peser les avantages par rapport aux risques, afin de décider si les résultats justifient la prise de certains risques ou niveaux de risque. Pensez aux avantages pour les individus et la communauté, ainsi qu'aux avantages pour votre organisation ou votre média.
- 3. Identifiez les risques que toute activité peut engendrer :** cela doit inclure les risques pour les différentes personnes identifiées lors de la première étape (les communautés affectées et les travailleurs des médias impliqués dans l'activité), ainsi que la réputation et la capacité organisationnelle de l'organisation ou du média.
- 4. Identifiez des stratégies d'atténuation pour chaque risque :** réfléchissez aux solutions pratiques et concrètes qui peuvent être mises en œuvre pour permettre au reportage d'avoir lieu, tout en minimisant les risques identifiés. Cela implique d'identifier qui, au sein de l'organisation ou du média, est responsable de la mise en œuvre de chaque solution.
- 5. Décidez si vous souhaitez entreprendre le reportage :** après avoir évalué les avantages par rapport aux risques restants (après avoir examiné la faisabilité de la stratégie d'atténuation proposée), le résultat l'emporte-t-il sur les risques restants ? Ou identifiez les aspects du processus de reporting qui peuvent être modifiés pour atténuer les risques, tout en conservant tout ou partie des avantages identifiés.

Exemple d'évaluations de programmation sûre

(pour le modèle, voir Annexe 2) :

Projet:		
<p><i>Une émission de radio locale couvrant la pratique des mutilations génitales féminines (FGM) : « Les FGM faisant partie d'une tradition culturelle, peuvent-elles être condamnées ? », est ouverte aux questions en direct du public et accueille des experts médicaux et juridiques, des chefs traditionnels et religieux ainsi que des représentants du gouvernement.</i></p>		
Avantages	Risques pour toutes les parties prenantes	Stratégies d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à l'élimination des FGM en offrant un espace de débat sur les éléments culturels, religieux et juridiques qui encadrent cette pratique. - Sensibiliser aux conséquences des FGM sur la santé des filles et des femmes et diffuser des informations sur les centres de santé qui peuvent fournir des soins médicaux spécialisés et un soutien en matière de santé mentale et psychosociale. - Donner l'occasion au public de partager son expérience et poser des questions sur les FGM 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Public</i> : les participants peuvent divulguer des informations personnelles identifiables (PII) lors de leur appel à l'émission et être ainsi ciblés (stigmatisation, violence) - <i>Invités et journalistes</i> : ils peuvent être ciblés parce qu'ils partagent une opinion controversée en opposition aux croyances traditionnelles. - <i>Radio locale</i> : le bureau pourrait être ciblé par des personnes issues d'une communauté qui pratique les FGM et qui seraient offensées par l'émission. 	<ul style="list-style-type: none"> - Avant la participation, informez tous les participants des risques liés au partage d'informations qui pourraient aider à identifier qui ils sont et où ils se trouvent, et encouragez l'anonymat. Offrez la possibilité d'enregistrer des questions ou des témoignages avant l'émission en direct, pour permettre des modifications afin de protéger leur identité. - Assurez-vous que tous les invités et journalistes sont conscients et à l'aise avec les risques liés à la participation à un débat sur ce sujet. - Coordonnez-vous avec les principales parties prenantes, y compris le chef de la communauté identifiée qui pratique les FGM, pour accroître l'adhésion, et inviter un panel diversifié d'intervenants afin de représenter l'ensemble de la communauté.
Décision:		
<p><i>Les stratégies d'atténuation sont suffisantes pour protéger les appelants individuels, le personnel et l'organisation, et pour que l'émission puisse avoir lieu.</i></p>		

Projet:

Une organisation locale crée un compte public sur les réseaux sociaux pour partager des informations sur ses réalisations en matière d'aide humanitaire, y compris des photos des membres de la communauté affectée.

Avantages

- Accroître la transparence autour de l'utilisation équitable du financement humanitaire
- Augmenter la visibilité de l'organisation auprès des membres de la communauté et des autorités locales pour renforcer l'adhésion, améliorer la sécurité du personnel et soutenir des programmes efficaces
- Faire connaître la crise à l'échelle internationale et soutenir les objectifs de plaidoyer et de collecte de fonds de l'organisation

Risques pour toutes les parties prenantes

- *Public* : les membres de la communauté concernée pourraient utiliser la plateforme pour demander de l'aide ou partager des informations sensibles et divulguer ainsi des informations personnelles susceptibles de les mettre en danger, ou susciter des attentes quant à des services qui ne sont pas disponibles via cette organisation (ou que cette dernière ne dispose pas de mécanismes de référencement établis)
- *Public* : les individus qui cachent leur identité peuvent être reconnus sur une photo et leur emplacement peut être révélé par inadvertance
- *Public* : un utilisateur peut être ciblé pour s'être exprimé sur un sujet sensible (à noter que certains groupes de population sont plus vulnérables aux menaces basées sur le genre, ou appartiennent à un groupe marginalisé)
- *Organisation* : la traduction automatique des publications sur les réseaux sociaux peut entraîner des malentendus pour le public
- *Organisation* : le manque de capacité à répondre aux questions et demandes du public peut ouvrir la voie à la frustration, à la désinformation et aux rumeurs, et créer ainsi des tensions et une méfiance à l'égard de l'organisation

Stratégies d'atténuation

- Incluez des directives visibles sur la page des réseaux sociaux pour sensibiliser aux risques liés à la divulgation d'informations personnelles et au partage d'informations sensibles en ligne
- Choisissez des photos qui n'identifient pas les membres de la communauté affectée, et assurez-vous que tout le personnel est formé et respecte le consentement éclairé (et explique la portée des réseaux sociaux aux groupes de population ayant une faible culture numérique)
- Développez des directives internes pour la modération des messages sur le compte de réseau social, et choisissez de désactiver les commentaires sur les publications sensibles
- Recrutez du personnel capable de produire des articles dans plusieurs langues pour éviter la traduction automatique
- Recrutez et formez suffisamment de personnel pour modérer le groupe (et répondre aux commentaires et aux messages privés), ou désactivez ces options de communication bidirectionnelle si elles ne peuvent pas être raisonnablement surveillées

Décision:

Revoir l'approche de communication pour inclure une composante de communication bidirectionnelle, notamment en garantissant une capacité suffisante de surveillance du compte de réseau social, et en assurant une formation du personnel à la surveillance et à la protection. Le compte sur les réseaux sociaux ne doit pas être lancé tant que toutes les stratégies d'atténuation ne sont pas mises en place.

Scénarios:

Utilisez les scénarios ci-dessous pour tester vos connaissances et réfléchir à ce que vous pourriez faire pour répondre à la situation et vous assurer de ne pas mettre la communauté en danger.

Scénario 1

Vous êtes informé qu'une femme qui a été gravement agressée par des militaires a été transportée dans un hôpital voisin. Même si la survivante est prête à parler, elle craint d'être identifiée et est clairement en colère, épuisée et traumatisée par cette expérience.

Que faites-vous?

Éléments à considérer :

- Comment respecter le consentement et le bien-être émotionnel de la survivante ?
- Comment pouvez-vous protéger son identité pour éviter des représailles et d'autres préjudices ?
- Quel niveau de détail est nécessaire pour exprimer la gravité du problème sans sensationnalisme ?
- Comment pouvez-vous fournir des ressources et un soutien à la survivante ainsi qu'au public susceptible d'être confronté à ce risque ?

Scénario 2

En pleine crise humanitaire, vous couvrez les parcours de réfugiés en quête d'un abri sûr. Vous souhaitez prendre des photographies percutantes qui traduisent la gravité de la situation. Cependant, des dilemmes éthiques se posent concernant le consentement. Les réfugiés peuvent être vulnérables, traumatisés ou incapables de comprendre pleinement les implications en matière de sécurité lorsqu'ils sont photographiés.

Que faites-vous?

Éléments à considérer :

- Comment obtenir un consentement pleinement éclairé ?
- Devez-vous donner la priorité au fait de raconter l'histoire plutôt qu'à obtenir le consentement ?
- Si le consentement ne peut être obtenu, quelles autres approches créatives peuvent soutenir votre récit ?

Scénario 3

Vous êtes envoyé pour couvrir une crise humanitaire touchant des enfants déplacés de leur foyer. Vous reconnaissez l'importance de faire la lumière sur les expériences de ces enfants et sur les risques auxquels ils peuvent, plus que tous autres, être confrontés en cas de crise. De nombreux enfants ont été séparés de leurs parents et se retrouvent dans un camp de réfugiés sans personne pour s'occuper d'eux. Une agence spécialisée dans la protection de l'enfance (CP) a mis en place un espace sûr où les enfants peuvent jouer pendant la journée. Un enfant de 8 ans que vous avez vu jouer au centre s'approche de vous et vous demande un entretien, que faites-vous ?

Éléments à considérer :

- Est-il approprié d'interroger l'enfant sans le consentement de ses parents ? Existe-t-il des alternatives ?
- Comment pouvez-vous vous assurer que le bien-être et la santé mentale de l'enfant ne sont pas compromis lors des entretiens ?
- Comment le déséquilibre de pouvoir entre le journaliste et l'enfant peut-il affecter ses réponses ?

Scénario 4

Vous couvrez une crise sanitaire humanitaire où la désinformation sévit et aggrave la situation. La désinformation alimente les préjugés à l'égard d'une minorité ethnique vivant dans la région, accusée d'être responsable de l'épidémie. Dans certains cas, ces préjugés ont dégénéré en attaques violentes contre les personnes de ce groupe. Vous vous sentez obligé de démystifier les fausses allégations et de fournir des informations exactes à la population concernée.

Éléments à considérer :

- Comment corriger les informations erronées sans les amplifier par inadvertance ?
- Comment pouvez-vous garantir que les points de vue de la minorité ethnique soient reflétés sans les exposer à davantage de préjudices ?
- Devez-vous identifier les sources de fausses informations, sachant que cela implique potentiellement des retombées négatives pour elles ?

Fin du Module 4

